



L'impact à long terme de la violence sur l'organisation foncière et la sécurité alimentaire. La région du Guéra, centre du Tchad

Han van Dijk

► To cite this version:

Han van Dijk. L'impact à long terme de la violence sur l'organisation foncière et la sécurité alimentaire. La région du Guéra, centre du Tchad. Savanes africaines en développement : innover pour durer, Apr 2009, Garoua, Cameroun. 9 p. cirad-00472118

HAL Id: cirad-00472118

<http://hal.cirad.fr/cirad-00472118>

Submitted on 9 Apr 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'impact à long terme de la violence sur l'organisation foncière et la sécurité alimentaire

La région du Guéra, centre du Tchad

Han VAN DIJK*

*Centre d'Etudes africaines, BP 9555, 2300 RB Leyde, Pays-Bas, Dijk@ascleiden.nl,
Groupe Droit et Gouvernance, Université de Wageningen, BP 8130, 6700 EW Wageningen
Pays-Bas, Han.vandijk@wur.nl

Résumé — Dans la littérature scientifique, le problème de l'impact à long terme de la violence et des guerres civiles sur l'organisation foncière et l'évolution des systèmes de production agricole est très peu discuté. La plupart des interventions humanitaires se concentrent sur la situation immédiate et dès que l'urgence est passée, la situation semble être considérée comme revenue à la « normale ». Cependant du point de vue historique la grande majorité des systèmes fonciers dans le monde est profondément influencée par les conséquences de la violence. Cette communication s'interroge sur les impacts à long terme de la violence et de l'insécurité politique quasi permanente sur les systèmes de production agricole et l'organisation foncière et finalement sur la sécurité alimentaire. Sur la base des données recueillies dans 3 villages du Guéra au centre du Tchad dans les années 2003-2006, il est démontré qu'il y a une relation forte entre l'intensité et la nature de la violence d'une part et l'organisation foncière et la production agricole, et aussi la situation sociale et alimentaire, d'autre part. Quelques leçons sont tirées et des questions sont formulées pour approfondir les recherches sur ces processus.

Abstract — **The long-term impact of violence on land tenure and food security. The Guera Region (central Chad).** Scientific literature seldom mentions the problem of the long-term impact of violence and civil war on land tenure and the development of agricultural production systems. Most humanitarian efforts are concentrated on the immediate situation and as soon as the emergency is over, the situation is considered to be back to "normal". However, from a historical point of view, the vast majority of land tenure systems throughout the world are deeply affected by the consequences of violence. This paper examines the long-term impact of violence and the almost permanent political insecurity on agricultural production systems, land tenure and, lastly, food security. Using data collected in three villages in Guera in central Chad between 2003 and 2006, a strong correlation was found between the intensity and the type of violence, on one hand, and land tenure and agricultural production, as well as the social and food situation, on the other hand. Several lessons are drawn and questions raised for furthering the research on these processes.

Introduction

La pauvreté chronique est un phénomène persistant en Afrique, spécialement dans les zones enclavées (Bird *et al.*, 2002 ; Bird et Shepherd, 2002) et dans des contextes d'instabilité écologique, économique et politique. Dans la littérature, ce genre de situations est appelé « urgence complexe » (*complex emergency*) (Macrae *et al.*, 1994), concept défini comme des situations prolongées de crise climatique et d'instabilité politique dans des régions où les infrastructures économiques et politiques sont faibles ou dans un état de délabrement avancé en raison de la crise existante. Des urgences humanitaires

complexes sont définies comme des crises multi causales de longue durée qui ont besoin de réponses à toutes les échelles du système (Duffield, 1994). Selon les Nations-Unies, le Tchad et ses voisins le Soudan et la République centrafricaine ont été déclarés en situation d'urgence complexe¹.

Dans ces situations, l'accès de la population aux ressources vitales est souvent menacé. La grande durée de ces conditions engendre une pauvreté qui persiste longtemps après la fin de l'urgence complexe (Goodhand, 2003). Les effets se manifestent sous différentes formes : institutions politiques qui fonctionnent mal, changements fondamentaux dans les systèmes de production agricole, dislocation irréversible des rapports sociaux qui liaient auparavant les groupes et les familles. Cela se traduit par des taux de mortalité infantile élevés, une malnutrition chronique, des taux de morbidité élevés et des conflits quotidiens (Hulme et Shepherd 2003). Si cette situation persiste et devient chronique, le bien-être de la génération présente sera affectée directement mais aussi les générations futures (croissance retardée, capacité mentale réduite) (Moore, 2001). En termes de production agricole, ces urgences ont un impact à long terme sur les systèmes de production, l'accès aux ressources, l'organisation foncière et l'insécurité alimentaire.

Dans cette communication, les rapports entre pauvreté chronique, changements dans les systèmes de production et les systèmes fonciers et instabilité politique sont explorés au travers d'une observation des systèmes de production dans trois villages différents au Tchad central. Ces villages ont été affectés différemment par la guerre civile et les sécheresses qui ont ravagé cette région surtout entre 1965 et 1990. Cette situation d'insécurité a profondément influencé l'évolution de la vie rurale durant plusieurs décennies et les conséquences y sont toujours visibles.

Instabilité politique et systèmes de production

Les zones enclavées d'Afrique sont caractérisées par un pourcentage de gens vivant sous le seuil de 1 dollar par jour souvent supérieur à 80 %. La plupart de ces zones connaissent des fluctuations énormes de la production agricole et parfois des famines. Les infrastructures économiques sont habituellement absentes et quand elles existent, elles fonctionnent mal (Kuyvenhoven *et al.*, 2004 ; Ruben et Pender 2004). Par conséquent, l'accès aux marchés est difficile en raison des frais de transport élevés. Les intrants sont plus chers qu'ailleurs et les produits sont vendus à des prix plus bas. Cette situation rend l'investissement dans la production agricole moins attractif (Bryceson, 2000). De plus, les faibles densités de population rendent les coûts de la délivrance des services plus élevés. Un manque de formation des ressources humaines, la corruption et la mauvaise gouvernance contribuent encore au bas niveau des services délivrés.

Dans un pays enclavé comme le Tchad, la distance à la capitale rend difficile le contrôle de vastes régions. Les administrateurs régionaux et les services de sécurité sont investis d'un trop grand pouvoir. En l'absence de contrôle démocratique, l'oppression, la corruption et l'utilisation irrégulière de la violence par les agents de l'État et aussi d'autres acteurs sont plus souvent la règle que l'exception. Les possibilités de conflits ethniques et politiques peuvent aboutir à des rébellions locales ou à une insécurité généralisée. Finalement ces conditions, appelées d'« urgence complexe » dans la littérature, s'installent (voir Duffield, 1994 ; Albala-Bertrand 2000, Lautze *et al.*, 2004). Mais au-delà des constats sur ces situations, il y a peu de réflexion et d'analyse sociale et économique de ces phénomènes et de leurs effets à long terme (Barakat *et al.*, 2005).

L'accès aux ressources est souvent décisif pour les populations afin qu'elles puissent gérer les conséquences d'une situation d'urgence complexe (Wisner *et al.*, 2004). Dans ces situations ; il y a souvent coexistence de plusieurs systèmes juridiques dénommés « pluralité juridique » (*legal pluralism*) (von Benda-Beckmann, 1983) et « *forum shopping* » (von Benda-Beckmann, 1981). Cependant, la régulation de l'accès aux ressources se fait aussi par les machinations du pouvoir, la violence et par les conflits. On peut constater que dans une période d'instabilité politique de longue durée (plusieurs décennies), la guerre et la violence deviennent les manières les plus fréquentes de gouverner et de contrôler l'accès aux ressources naturelles et humaines.

¹ www.refliefweb.int (consulté le 16 février 2009)

Durant une urgence complexe, la gestion des conflits n'est pas celle d'une situation normale, elle peut aboutir à un résultat qui peut être considéré comme illégitime par l'une des parties impliquée dans le conflit.

La guerre et la violence sont aussi des moteurs de changements rapides sur le plan politique, économique, social et culturel. Des ressources naturelles peuvent devenir inaccessibles et entraîner ainsi des changements dans les systèmes de production agricole. L'absence prolongée des hommes mène à des changements dans l'organisation du travail agricole et aussi à des revendications d'accès à des terres par les femmes et les veuves. Quels rôles prennent l'administration officielle et les autorités coutumières dans les conflits ? Perdent-ils leur légitimité à cause de leur engagement dans les conflits ? De la même façon, les populations aussi changent leur système normatif sous la pression des autres ou parce qu'elles croient que leurs anciennes normes ne sont plus adaptées à la nouvelle situation.

Situations d'études

La recherche a été réalisée dans la région du Guéra², une région montagneuse située dans la zone sahélienne du Tchad, avec une pluviométrie de 500-700 mm durant les mois de juin à octobre. La région est peuplée par les Hadjeray (de l'arabe *hadjer* montagne), nom commun pour les groupes ethniques qui habitent les divers massifs. Jusqu'à récemment, une grande partie de la population adhérait au culte animiste d'adoration des esprits de la montagne conduit par le prêtre *margay*. Les esprits protégeaient la population contre les attaques de l'extérieur et permettaient l'arrivée de pluies abondantes (Fuchs, 1970). Les religions catholique et chrétienne ont été introduites après la deuxième guerre mondiale. L'Islam, déjà présente dans la région pendant des siècles, a été propagé intensivement par les rebelles pendant la guerre civile. A l'heure actuelle l'Islam est la principale religion avec des minorités de catholiques et de protestants. Seuls quelques vieux et des villages isolés pratiquent encore le culte de *margay*.

La population survit grâce à une combinaison de cultures de céréales (mil, sorgho, *berbéré* ou sorgho repiqué de saison sèche). Les femmes cultivent le sésame et l'arachide sur des champs à part ou succédant aux céréales. Les femmes pratiquent en plus le maraîchage avec des cultures telles que l'oseille de guinée (*Hibiscus esculentus*), la courge (*Cucurbita* spp.) et l'oseille sauvage (*Rumex acetosa*). Les villageois sédentaires pratiquent l'élevage de petits ruminants et parfois de bœufs. La fertilité des sols sablonneux dans la montagne et dans les plaines limitrophes est généralement faible. Les sols argileux des grandes plaines sont généralement un peu plus fertiles.

Le Guéra dans la guerre civile tchadienne

La violence et la guerre ont été des facteurs importants dans l'évolution des systèmes de production agricole au Guéra. Avant l'époque précoloniale, les empires régionaux, le Ouaddaï et le Baguirmi, considéraient le Guéra comme un terrain de capture d'esclaves. Pour des raisons de sécurité, la population se retirait dans la montagne sur des pentes et défrichait des champs sur les plateaux proches de la montagne. L'organisation politique était de caractère acéphale, à l'exception des *Kenga* vers Bitkine et des *Daadjo*, qui furent les derniers à s'installer au nord et nord-est de Mongo la capitale du Guéra.

Avec la colonisation, une paix relative s'installe dans le pays, permettant à la population de (volontairement ou forcée par les colons) de s'installer dans les plaines³. L'administration coloniale se basait sur des chefs de villages et chefs de cantons nommés par les colons. En l'absence de contrôle de l'administration, ces chefs locaux ont souvent mal utilisé leurs pouvoirs sur une population opposée aux colons (Rense, 2006). De plus, ils étaient aussi en compétition avec les prêtres margay source d'autorité coutumière.

2 Des enquêtes ont été menées durant un séjour de 8 mois entre septembre 2002 et mai 2003 et des missions de terrain en 2003, 2004 et 2006 dans le cadre d'un projet de recherche sur les conséquences des sécheresses et de la guerre civile. Dans le projet participaient également Mirjam de Bruijn (anthropologue, Centre d'études africaines) et Nakar Djindil (nutritionniste, Laboratoire de recherches vétérinaires et zootechniques de Farcha. (Bruijn *et al.*, 2004 ; De Bruijn et van Dijk ; 2007 ; de Bruijn et Djindil, 2006).

3 Des mouvements pareils se produisaient dans d'autres régions montagneuses au Sahel comme le plateau dogon, les monts Mandara, Nuba et Jos.

Après l'Indépendance (1960), le Guéra a joué un rôle particulier dans les rébellions contre le gouvernement et la guerre civile. Les affrontements entre la population et le gouvernement ont débuté par une jacquerie dans la sous-préfecture de Mangalmé au nord-est du Guéra en 1965. La population Moubi s'était révoltée à cause des impôts excessifs, particulièrement la taxe sur la terre. Suite à ces événements de petits groupes de rebelles sous l'emblème du FROLINAT⁴ se sont installés dans le Guéra et ont constitué une opposition armée contre le régime de Ngarta Tombalbaye (Abbo Netcho, 1997 ; Buijtenhuijs, 1978).

Des révoltes et des rébellions armées se sont répandues au nord, à l'est et au centre du pays. Dans plusieurs cantons du Guera, des conflits locaux ont émergé. Dans le canton de Niergui, le chef de canton a été tué dans une bataille contre des rebelles dirigés par l'un de ses frères. Dans le canton de Baro, le chef de canton, compromis devant l'administration, a rejoint les rebelles et est resté clandestin pendant trois ans avant de revenir avec les troupes de Hissein Habré, président de 1982 à 1990 (De Bruijn et van Dijk, 2007)⁵. La situation d'insécurité généralisée a été aggravée par les sécheresses des années 1971-1973 et 1983-1985.

Pour les systèmes de production, les effets ont été dévastateurs. L'insécurité et les taxes imposées par les rebelles et le gouvernement ont incité beaucoup de paysans à fuir et à s'installer au sud du pays, dans la capitale et même à l'extérieur du Tchad. A l'intérieur même des villages, des groupes rebelles s'opposaient (Bennafla, 2000). Les hommes devaient fuir sous peine d'être exécutés ou d'être recrutés de force par les rebelles. Par conséquent, la main-d'œuvre pour les cultures n'était plus disponible. Les femmes ne pouvaient plus faire la cueillette des fruits ou d'autres produits ni la collecte de bois au risque d'être violées. Les sécheresses ont causé des famines et la population s'est déplacée vers les centres urbains.

Des villages entiers se sont vidés pendant cette période. D'autres villages étaient déplacés par l'administration et l'armée régulière sous le prétexte de « garantir la sécurité des villageois ». Le nombre de pasteurs présents dans la région a beaucoup augmenté avec l'arrivée des éleveurs nomades fuyant la violence et les sécheresses particulièrement marquées au nord du Guéra. Cependant, leur arrivée a soulevé de nouveaux conflits avec les paysans sédentaires, comme ils cherchaient des pâturages pour leurs animaux.

Dans les années 1970 et 1980, les rebelles ont imposées leur religion sur la population. Par conséquent, la position des prêtres margay, responsable de la gestion de l'espace et de l'organisation du foncier s'est amoindrie. Au fil du temps, ils ont perdu tout leur pouvoir en laissant un vide dans la gestion du foncier. En combinaison avec les déplacements de la population, la gestion de l'espace était ainsi perturbée.

Evolution des systèmes de production

Le village de Korlongo

Le village de Korlongo (4 000 habitants environ) s'étend sur une vaste surface et est organisé en groupe d'habitations de 5 à 15 familles. Ces hameaux sont entourés par des champs de plusieurs hectares où les femmes cultivent du sésame, de l'arachide, des légumes et parfois aussi un peu de sorgho ou du mil. Des routes sont tracées entre les champs pour permettre les mouvements du bétail vers les pâturages le matin et leur retour le soir sans menacer les cultures. Les déjections animales ramassées et stockées dans les hameaux et mélangées avec des résidus de la culture servent à fertiliser les champs autour.

Les champs des hommes sont situés plus loin, parfois même à trois heures de marche. Ils y cultivent du mil et du sorgho et parfois ensuite du sorgho berbéré dans les plaines inondées. Etant donné le nombre d'habitants, il y a un manque de bonne terre près du village.

Ce système de culture est plus complexe et l'utilisation des sols est plus intensive que dans les autres villages du Guera. Il y a un ensemble de routes pour le bétail qui demande d'importants travaux d'entretien des haies vives ainsi qu'une division du travail complexe au niveau des sites d'habitations et au niveau plus global du village. Les *Dangaleat* qui habitent ce village sont connus comme des travailleurs durs au labeur.

⁴ Front pour la Libération national du Tchad.

⁵ Voir aussi Pairault (1994) pour un exemple au sud du Tchad.

Ce niveau d'organisation basé sur l'Islam est maintenu par une discipline assez forte pour coordonner tous ces travaux. A l'heure actuelle, c'est le chef du village qui régit l'organisation foncière en consultation avec le chef de canton et le sous-préfet. Chacun des cinq quartiers a son propre chef de quartier qui est remplacé en cas de dysfonctionnement. Le culte de *margay* n'existe plus dans le village et toute la population s'est convertie à l'Islam.

La différence avec la situation du village en 1965 décrite par Fuchs (1997) est énorme. A cette époque, le village se trouvait au pied de la montagne et la plupart des villageois étaient adhérents au culte de *Margay*, bien que des Musulmans fussent présents depuis longtemps. Il y avait un système parallèle de contrôle rituel et politique sur le foncier. Cependant, après un grand incendie qui détruisit la plupart des habitations, il fut décidé de reconstruire le village et de disperser les sites d'habitation sur le terroir.

Quand la guerre civile a commencé, le village est vite tombé sous le contrôle d'un chef des rebelles qui pu garantir une relative situation de sécurité. La décision de la population de se convertir à l'Islam a été prise sous la pression de ces rebelles musulmans. Les autels du Margay furent détruits et la pratique des rites animistes fut interdite (Fuchs, 1997). La mission catholique fut brûlée et les prêtres furent chassés. Toutefois cette conversion a permis au village de subir moins de violences que les autres villages. Bien que des sécheresses aient ensuite ravagé le pays et aient engendré beaucoup de victimes, ce qui fut interprété comme la vengeance du Margay, la prééminence de l'Islam ne fut plus mise en cause (Fuchs, 1997). Pendant et après la guerre, la population villageoise a toujours disposé de ressources comme le bétail, ce qui a permis le développement d'un nouveau système de culture basé sur les céréales et la fumure produit par l'élevage.

Un des effets les plus spectaculaires de cette évolution est la distribution dans l'espace des sites d'habitation, des champs et des pistes pour le bétail. L'élevage et les cultures occupent des espaces disjoints tout comme les activités de production féminines et masculines. Les femmes s'occupent des champs de case autour des sites d'habitation et les hommes contrôlent les champs de brousse. Avec une population croissante, ce système d'organisation spatiale s'est beaucoup développé. Cependant la croissance de la population a été réduite par les migrations vers les centres urbains comme Mongo, capitale régionale où on peut trouver de nombreux habitants de Korlongo, et aussi vers la capitale N'Djaména où les migrants habitent dans les quartiers périphériques. Les contacts entre migrants et villageois sont limités. Il semble que les plus pauvres migrent parce qu'ils n'ont plus les moyens de survivre dans le village.

La distribution dans l'espace montre aussi que, de temps en temps, des quartiers se séparent. Les plus riches restent sur le site originel, tandis que les plus pauvres s'en éloignent. L'assistance mutuelle est quasi absente et la pauvreté extrême cohabite avec la relative richesse des gens qui ont du bétail et qui sont capables de supporter les mauvaises récoltes céréalières par la vente d'animaux.

Bien qu'il y ait peu d'indications sur des conflits fonciers, il y a cependant des luttes incessantes pour le pouvoir politique au village. Le commandement du village étant dorénavant synonyme de contrôle sur le foncier, on peut considérer ces luttes comme des luttes pour la terre. Des changements de droits sur la terre sont fréquents. Les villageois changent souvent de site pour s'éloigner des zones densément peuplées à la périphérie. Des fractions de quartiers se séparent et s'installent ailleurs. Comme il n'y pas de règles claires tout cela se fait au travers de négociations entre la population et les autorités villageoises.

Baro

Baro est la capitale du canton *Migaame* ou *Djonkor Abou Telfane*. Le village est situé à l'est de la montagne Abou Telfane à l'entrée d'une vallée qui pénètre la chaîne montagneuse. Le village existe depuis 1950 à l'époque où des prêtres catholiques ont demandé de la terre au chef du village de Douram. Ce dernier leur a attribué un site à quelques kilomètres du village de Douram, parce que ce village s'était opposé à leur installation. Le chef a été tué peu après par la foudre, signe qu'il avait été puni par le *margay*. La mission a construit des infrastructures, notamment une école et un internat pour les enfants *migaame*. Aujourd'hui encore, un grand nombre d'intellectuels *hadjeray* sont issus de cette école et de cet internat catholique.

Ces infrastructures constituaient bien sûr un point d'attraction pour les rebelles. Peu après leur arrivée, ils ont occupé des villages aux alentours. Plusieurs villages ne reconnaissaient plus l'autorité du chef de canton situé à Douram. Sous la menace des rebelles, le chef de canton et le chef de village ont décidé de déplacer plusieurs villages et de les installer autour la mission catholique pour des raisons de sécurité, c'est ainsi que le village de Baro, sous sa forme actuelle, est né. Des villages se sont vidés et ne furent

plus jamais habités. La forte pression foncière sur le nouvel espace a contraint les paysans à changer de système de culture et à passer d'un système itinérant à un système de culture continue. Pour des raisons de sécurité, il n'était plus possible de s'éloigner du village pour cultiver comme par le passé.

Le déplacement forcé des villages a profondément perturbé la gestion de l'espace. Un grand nombre de villageois ont été dépossédés de leur propre terre qui fut attribuée à des habitants d'autres villages. Après une période de résistance contre les rebelles, le village et le chef de canton ont dû subir la pression de ces derniers. Le chef de canton a rejoint les rebelles et a disparu. A partir du moment où les rebelles ont occupé Baro, ils ont interdit la religion catholique et les cultes furent suspendus. Les animistes qui restaient au village furent contraints de se convertir à l'Islam.

Après la guerre, les tensions entre musulmans et catholiques ont continué et l'Islam intégriste est devenu de plus en plus influent dans ce village. De retour, le chef de canton a retrouvé, mais sous un autre gouvernement, sa position de chef au sein du village. Il perdit beaucoup de ses prérogatives en 2001 quand le canton fut transformé en sous-préfecture.

De ce fait, au cours de deux décennies, la population fut à la fois déplacée et changea de religion. Le village, transformé en centre administratif, a vu sa population s'accroître fortement. Cette situation a créé des interactions complexes entre l'autorité coutumière, les autorités villageoises, les autorités administratives et les nouvelles conceptions musulmanes sur le foncier.

Actuellement, on dénombre quatre centres de pouvoir au sein de ce village : le chef de village, le chef de canton, le sous-préfet et le chef *margay*. Des réclamations sur l'appropriation foncière sont ainsi adressées à ces divers centres de pouvoir. Bien que l'animisme ait été supprimé dans le village de Douram où l'autel de *margay* était situé, le prêtre *margay* joue toujours un rôle dans cette petite région. Il est consulté en cachette et fait toujours des sacrifices à la demande de certaines personnes pour rendre légitime des réclamations de terre et pour invoquer une bonne saison des pluies. En 2004, le prêtre *margay*, est retourné dans son village d'origine, plus proche de l'autel du *margay*, avec sa femme et quelques uns de ses petits-enfants. Il entretient toujours l'autel avec le soutien de quelques villageois. Son fils et successeur potentiel vit toujours à Baro.

Dans les négociations avec les Arabes immigrants du nord, le chef de canton et le sous-préfet jouent les rôles les plus importants. De nombreux Arabes demandent en effet l'accès aux pâturages et au village de Baro pour s'y installer. Le groupe de nomades étant dominant dans le gouvernement, il leur est difficile de refuser, même si les autorités locales préféreraient réserver ces ressources pour la population villageoise afin de faire face aux mauvaises saisons des pluies. En 2002, le sous-préfet avait, par exemple, décidé de mettre en défens une partie de la vallée pour permettre aux femmes autochtones de cueillir les feuilles de savonnier, ingrédient important pour la sauce qui accompagne la boule de mil. A l'époque, les criquets avaient détruit une grande partie de la végétation.

Les nomades arabes ont protesté, mais le sous-préfet a maintenu sa décision. Les Arabes ont porté leur revendication jusqu'au Président de la République qui était dans la région dans le cadre du conflit armé contre les rebelles du MDJT. Quelques temps après, le sous-préfet a reçu une lettre du Bureau de la Présidence précisant qu'il devait annuler sa décision et admettre les éleveurs arabes dans la vallée.

La plupart des champs dans les environs du village sont très peu fertiles, en raison de leur mise en culture permanente sans apport de fumure. Bien que quelques familles possèdent du bétail, le nombre total d'animaux est insuffisant pour compenser la perte de nutriments liée à la production agricole. La population du village qui s'est établie aujourd'hui à environ 5 000 hab, a besoin d'un territoire plus vaste, et doit aller de plus en plus loin pour cultiver de nouvelles terres. Quelques familles ont commencé à créer des hameaux de culture pendant la saison des pluies. Cependant une partie de l'espace est occupé par des pasteurs arabes qui se sont installés sur le terroir au cours des dernières décennies. Ils ont obtenu la permission du chef de canton de creuser des puits, ce qui équivaut à une autorisation d'installation permanente. Cette situation a contribué à la dégradation des rapports entre sédentaires et nomades.

Bourzan

Ce petit village situé dans le canton de Niergui est composé d'environ 100 familles *Bidiyo*, un autre groupe de *Hadjeray*. Cette petite région était aussi le territoire d'un autre groupe de rebelles, qui se cachait dans la montagne. Les habitants de Bourzan ont été forcés de s'installer dans la vallée au bord de

la route entre Mongo et Abou Deïa au sud. Très peu de paysans habitent encore la montagne où l'on trouve de nombreux champs abandonnés. La vallée, passage essentiel pour le transport des troupes, de matériels militaires, a été le siège de nombreux conflits, infligeant une pression constante à la population. Des villages entiers ont été détruits et les villageois ont été contraints de migrer. Cette situation désastreuse a encore été aggravée par l'impact des sécheresses.

Le village est extrêmement pauvre. Seules deux familles possèdent du bétail⁶, les autres ont parfois quelques chèvres et un peu de volailles. Le nombre de ménages avec une femme comme chef d'exploitation est très élevé, en raison de la guerre ou de la migration urbaine des hommes pour trouver du travail. Les hommes ayant migré à N'Djaména envoient très peu d'argent à leur famille au village.

Le système de production ne connaît aucune intensification. En raison de l'exode durant la guerre, il y a suffisamment de terres disponibles, pour continuer la culture itinérante. Chaque deux ou trois ans, un nouveau champ est ouvert par le chef de famille, on y cultive le mil ou le sorgho rouge, tant que la fertilité du sol reste suffisante et que le *Striga* n'apparaît pas. Ensuite les femmes y cultivent du sésame ou de l'arachide durant quelques années. Puis le champ est abandonné. Les champs nouvellement mis en jachère sont faciles à reconnaître par la maigre végétation qui s'y développe. Quand les grands arbres ont repoussé, le champ peut être remis en culture.

Ce système de culture qui demande beaucoup d'espace ne peut être durable que par la colonisation de terre relevant d'un terroir d'un village voisin qui a été abandonné pendant la guerre. Une faible compensation est généralement attribuée au représentant de ce village, un jeune de 18 ans, qui est incapable de résister à la colonisation de son propre village.

Sans autorité locale pour décider de la répartition des champs dans l'espace, la terre est exploitée de façon anarchique. Les femmes peuvent, lorsque leur mari est décédé ou absent, réclamer de la terre. Toutefois, il leur est difficile de rendre ces terres productives, car elles ne peuvent ou ne sont pas autorisées à ouvrir de nouveaux champs sans en assurer le défrichement. Par le passé, elles pouvaient inviter des hommes à une cérémonie de bière pour faire le travail de défrichement. Aujourd'hui, ces cérémonies ne sont plus permises, parce que le village s'est aussi converti à l'Islam.

L'autorité traditionnelle de régulation de l'accès à la terre a été mise à l'écart quand le village a été contraint de se convertir à l'Islam. Les marabouts locaux combattent le culte de Margay et interviennent contre les cérémonies de bière. Le prêtre margay ne s'intéresse plus à l'autel et celui-ci est maintenu secrètement par un autre prêtre.

Néanmoins, lors d'un conflit récent concernant les frontières respectives de deux villages, les autorités administratives (chef de canton, sous-préfet) ont été obligés de consulter des prêtres margay, car, il n'y avait pas, dans le droit islamique, de règles reconnues et légitimes applicables à ce cas. Ils furent obligés de participer à un rituel avec des danses et de la bière.

Discussion

Dans la région du Guéra et du fait d'une longue période d'insécurité et de violence les changements dans les institutions et les règles pour le contrôle de l'accès à la terre ont été profonds. Des modifications importantes se sont produites dans les régulations et l'organisation de l'espace. De nombreuses personnes ont été contraintes d'abandonner leurs terres ou assistèrent parfois à l'occupation de leurs champs. Dans deux des 3 villages étudiés, il y a toujours un prêtre *margay* plus ou moins actif, bien qu'il ne soit pas reconnu officiellement, mais les marabouts musulmans s'insèrent de plus en plus dans la gestion des affaires du village. On note cependant des efforts de décentralisation de l'administration qui aboutissent à une plus grande intervention des services publics dans les villages. A première vue, il semble qu'un régime de gestion de l'espace et du foncier ait été remplacé par un autre, mais ce n'est pas vérifié en cas de litiges quand d'anciennes réclamations sont toujours valables ou annulées (cas de Baro, Korlongo). Les gens ont été soumis à de nouveaux systèmes politiques sur une période extrêmement courte. Dans la lutte pour le pouvoir, d'importantes violences ou menace se sont exercées sur les personnes. L'ombre de cette époque reste présente dans la politique locale et le règlement des litiges.

6 Par raison de sécurité ce bétail est amené au chef lieu du canton et n'est plus au village.

Tout cela a entraîné une très grande diversité de systèmes de gestion de l'espace. Dans le cas de Korlongo, un nouveau système a été créé sur la base d'une nouvelle idéologie. Cependant ce système n'est pas adapté à la survie des plus pauvres. Dans le cas de Bourzan, on se trouve dans une situation de confusion et de flou concernant l'autorité sur la terre. La religion animiste n'a plus cours, mais les institutions musulmanes n'ont pas encore suffisamment de légitimité pour jouer un rôle central dans la gestion de l'espace. Dans le cas de Baro, le système a été créé de toute pièce par l'intervention de l'administration. Néanmoins les anciens systèmes d'autorité sont toujours présents en arrière plan.

Actuellement, on dénombre peu de conflits ouverts et déclarés aux autorités administratives, sans doute en raison des coûts élevés associés à l'intervention de ces autorités. Les procédures de règlements des conflits sont onéreuses, parce que l'Etat de droit n'est pas encore effectif au Tchad et toutes les autorités veulent leur part dans la 'médiation' d'un conflit. Avec la décentralisation administrative prônée par les bailleurs de fonds, on assiste à une prolifération des autorités décentralisées dont le poids et « l'appétit » pour les ressources (et par extension sur les biens des populations) ne cessent de croître.

La guerre civile et la violence qui lui est associée ont profondément influencé les règles foncières, la situation économique et le bien-être des villageois. Ces contingences ont des conséquences en termes de politique de reconstruction post-conflit et aussi en termes de lutte contre la pauvreté dans ces zones éloignées. La plupart des systèmes de production agricoles ont des rendements très faibles. Dans un seul village (Korlongo), des investissements dans la terre ont été réalisés grâce à une meilleure intégration agriculture élevage ; dans les autres villages, pour augmenter la production, il n'y a pas d'autre choix que d'accroître les surfaces cultivées. Il est cependant difficile de savoir si les paysans considèrent véritablement leur droit d'accès à la terre comme un droit sécurisé ou si en définitive, ils n'ont pas peur de l'arrivée des réclamations dès lors qu'ils réalisent des investissements dans leurs champs. La population reste toutefois très pauvre, avec en particulier une forte proportion de femmes chefs de famille en quête de main-d'œuvre pour assurer les travaux de défrichement, simplement pour survivre. La très grande pauvreté reste donc le premier obstacle à vaincre.

Bibliographie

- ABBO NETCHO, 1997. Mangalmé 1965. La révolte des Moubi. Saint-Maur: Editions Sépia.
- ALBALA-BERTRAND J.M., 2000. Complex Emergencies versus Natural Disasters: An Analytical Comparison of Causes and Effects. Oxford Development Studies 28 (2): 187-204.
- BARAKAT S., CHARD M., JONES R., 2005. Attributing Value : evaluating success and failure in post-war reconstruction. Third World Quarterly, 26 (4-5): 831-852.
- BENNAFLA K., 2000. Tchad: L'appel des sirènes arabo-islamiques. Autrepart, 16 : 67-86.
- BIRD K., SHEPHERD A., 2003. Livelihoods and Chronic Poverty in Semi-Arid Zimbabwe. World Development, 31 (3): 591-611.
- BIRD K., MOORE K., HULME D., SHEPHERD A., 2002. Chronic Poverty and Remote Rural Areas. Manchester, University of Manchester, CPRC Working Paper 13.
- BRYCESON D., 2000. African Peasants' Centrality and Marginality: Rural Labour Transformations. In: D.F. Bryceson, C. Kay and J. Mooij (eds), Disappearing Peasantries? Rural Labour in Africa, Asia and Latin America. London, Intermediate Technology Publications, p. 37-63.
- BUIJTENHUIJS R., 1978. Le Frolinat et les révoltes populaires du Tchad. 1965-1976. Paris/New York, Mouton Publishers.
- DE BRUIJN M., DJINDIL N., 2006. Etat nutritionnel et histoire de vie des «enfants de la rue» à N'Djaména (Tchad). Psychopathologie africaine, XXXIII (2) : 183-212.
- DE BRUIJN M., VAN DIJK H., 2007. The Multiple Experiences of Civil War in the Guéra Region of Chad, 1965-1990. Sociologus 57 (1): 61-98.
- DE BRUIJN M., VAN DIJK H., DJINDIL N., 2004. Central Chad revisited. The Long-Term Impact of Drought and War in the Guéra. Leiden, African Studies Centre, <http://www.ascleiden.nl/pdf/seminar120204.pdf>

- DUFFIELD M. 1994. Complex Emergencies and the Crisis of Developmentalism. *IDS-Bulletin* 25 (4): 37-45.
- FUCHS P., 1970. *Kult und Autorität, die Religion der Hadjerai*. Berlin: Dietrich Reimer Verlag.
- FUCHS P., 1997. *La religion des Hadjeray*. Paris, L'Harmattan.
- GOODHAND J., 2003. Enduring Disorder and Persistent Poverty: A Review of the Linkages Between War and Chronic Poverty. *World Development* 31 (3): 629-646.
- HULME D., SHEPHERD A., 2003. Conceptualizing Chronic Poverty'. *World Development* 31 (3): 403-423.
- KUYVENHOVEN A., PENDER J., RUBEN R., 2004. Development Strategies for Less Favored Areas. *Food Policy* 29 (4): 295-302.
- LAUTZE S., LEANING J., RAVEN-ROBERTS A., KENT R., MAZURANA D., 2004. Assistance, protection and governance networks in complex emergencies. *The Lancet* 364: 2134-41.
- MACRAE J., ZWI A., DUFFIELD M., SLIM H., 1994. *War and Hunger: Rethinking International responses to Complex Emergencies*. London: Zed Books.
- MOORE, K. 2001, 'Frameworks for Understanding the Intergenerational Transmission of Poverty and well-being in Developing Countries', Manchester: University of Manchester, CPRC Working Paper 8, <http://www.chronicpoverty.org/resources/cp08.htm>, accédé 31 Mars 2006.
- PAIRAULT C. 1994. *Retour au pays d'Iro, chronique d'un village du Tchad*. Paris, Karthala.
- RENSE M., 2006. *Des contrées ainsi deshéritées. Het Franse koloniale beleid in de Guera in Tsjaad'*, Amsterdam: Free University, MA thesis.
- RUBEN R., PENDER J., 2004. Rural Diversity and Heterogeneity in Less Favored Areas. The Quest for Policy Targeting. *Food Policy* 29 (4): 303-320.
- VON BENDA-BECKMANN F., 1983. 'Op zoek naar het kleinere euvel in de jungle van het rechtspluralisme.', Wageningen: Landbouwhogeschool Wageningen, inaugurele rede.
- VON BENDA-BECKMANN K., 1981. Forum shopping and shopping forums. *Journal of Legal Pluralism* 19: 117-159.
- WISNER B., BLAIE P., CANNON T., DAVIS I., 2004. *At Risk. Natural Hazards, People's Vulnerability and Disasters*. London, Routledge.